



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

23/04/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 276 du 23 avril 2026

Édito

Les élections municipales passées, l'agitation politicienne a repris de plus belle ayant en perspective celle de savoir qui sera le champion de la mise en œuvre des exigences du capital. Dans le contexte d'une crise profonde de la réalisation des profits et de l'accumulation du capital, ce dernier a un besoin impérieux de faire baisser le prix de la force de travail et d'accroître la concurrence féroce que se livrent les monopoles avec comme conséquence la liquidation de toutes les conquêtes sociales, la pression sur les salaires et la guerre. Il a donc besoin d'un État assurant la discipline sociale, à la fois par la contrainte et l'acceptation de cette politique. Fer au feu du capital, le RN est depuis longtemps en *pole position*¹ pour remplir cette fonction. Ces rencontres récentes et multiples avec le patronat, tout dernièrement avec le Medef, ont pour objet, à la fois de le légitimer et de l'adouber. Ce dernier, n'a plus qu'à jeter ses oripeaux sociaux afin de remplir enfin sa vraie fonction: servir les intérêts du grand capital monopoliste. A côté, dans ce que l'on appelle les partis institutionnels, l'agitation pour désigner un *sparring partner*² est bien dérisoire, ce d'autant qu'aucun de ces partis ne remet fondamentalement en question l'ordre capitaliste. Raison de plus pour amplifier le combat pour une issue révolutionnaire à la crise.

1^{er} Mai 2026 | *Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !*

GUERRE, AUSTÉRITÉ, EXPLOITATION



**NOS VIES
OU LEURS
PROFITS**
#COMMUNISME

Unité CGT appel au premier mai 2026

Sommaire :

Luttes.

- *La lutte des coiffeuses et esthéticiennes du boulevard de Strasbourg (Paris)
- *Victoire des salariés de la Tôlerie Émaillerie Nantaise (TEN) de Saint Herblain (Loire-Atlantique)
- *Luttes étudiantes anti-impérialistes
- *Des pratiques patronales intolérables dans le 82
- *Stop à la privatisation des trains normands
- *Débrayage aux Ateliers du goût à Offranville (Seine Maritime) : " On veut de vraies augmentations de salaire "
- *La plus vieille fonderie d'Europe ne fermera pas grâce à la lutte de ses salariés
- *KenOne à Fons : la lutte continue
- *Les salariés du centre d'appels Concentrix à Montceau-les-Mines en grève
- *Lustucru : mort pour le profit
- *CGT Somme : Bloquer les prix des carburants, augmenter les salaires
- *A Clermont-l'Hérault et à Lodève, l'hôpital public est au point de rupture !

- *Beziers Montpellier : Aides à domicile : grève et manifestations pour réclamer de meilleurs salaires et des indemnités kilométriques plus élevées
- *Grève chez Argedis
- *Raffineries : grève le 28 avril à l'appel de la FNIC-CGT
- *Victoire des salariés de Bien Chez Soi après 16 jours de grève reconductible !
- *Succession de grèves dans les raffineries et les stations-services de TotalEnergies
- *Media
- **Les syndicats de Chéreau, en Normandie, appellent à la grève générale*

Dossiers Économie

- *L'hécatombe continue parmi les équipementiers automobiles en France
- *10 millions de robots humanoïdes par an en 2035
- *Dans les Hauts-de-France, la filière métallurgie craint une vague de licenciements
- *XV^{ème} plan quinquennal Chinois
- *Investissement dans la R&D : La Chine et les États-Unis creusent l'écart avec les autres pays de l'OCDE en 2024
- **Après les Transports Ziegler, c'est au tour de Sogran de chuter : 120 salariés perdent leur emploi*
- **Fermetures de Centres médicaux à Paris*

Solidarité internationaliste

- *Ires en Irlande
- *Parti communiste du Venezuela : " 216 ans après le 19 avril 1810, le Venezuela est sous la tutelle de l'impérialisme américain "
- *Au Portugal : grève contre un projet de réforme de flexibilité du temps de travail, licenciement simplifié.
- *La Réunion : Grève dans les cliniques privées : le mouvement pourrait s'étendre aux hôpitaux publics
- *Solidarité avec Cuba

Luttes

La lutte des coiffeuses et esthéticiennes du boulevard de Strasbourg (Paris)

Depuis le 2 mars, un collectif de coiffeuses et esthéticiennes, originaires de différents pays d'Afrique subsaharienne, auxquelles se sont joints quelques salariés des mêmes salons, mènent une grève afin de faire cesser la surexploitation dont ils sont victimes depuis de nombreuses années. Une seule journée de repos hebdomadaire, des horaires de travail de 10h à 20h, pas de congés payés, une rémunération non conforme aux conventions collectives, usages de produits cosmétiques non conformes aux normes.

De plus, la plupart sont ou ont été victimes d'un racket de leur employeur exigeant une restitution en liquide d'une partie du salaire (250 euros en moyenne) dans le cas où leur salariée ne détient pas encore un titre de séjour. Ce prélèvement est présenté par l'employeur comme frais de régularisation ! Cet abus de vulnérabilité constitue une infraction supplémentaire au droit du travail.

Ces salariées ont reçu des menaces de leur patron voyou menaçant de ne plus fournir de fiches de paie. Cette action conduirait à rendre encore plus difficile toute régulation de la situation de la salariée, menacée aussi parfois d'un signalement à la préfecture.

La mise en lumière médiatique de ce conflit, la CGT accompagne les salariés en continu (les militants CGT ont reçu également des menaces) réduit le risque de représailles de la part des employeurs. Par ailleurs, les institutions (Inspection du travail, URSSAF et police) ont ouvert des enquêtes.

Il s'agit du deuxième conflit de ce type :

En mai 2014, 18 salariées d'un même salon (dont 14 sans-papiers) se mettent en grève avec le soutien de la CGT afin d'obtenir un contrat de travail et dénoncer leurs conditions de travail et de rémunération. Les contrats de travail sont signés en juin mais le patron procède à un dépôt de bilan. Les salariées occupent le salon et portent plainte. Après 11 mois de lutte, les salariées obtiennent des autorisations provisoires de séjour et une reconnaissance de travailleuses victimes d'exploitation. En 2016, les patrons sont condamnés en correctionnel (2 ans de prison dont 1 an ferme et 10 mois de prison, et des amendes).

En 2018, le même dossier revient devant les juges car le parquet avait contesté la qualification de « traite d'êtres humains », défendue par la CGT et les salariés. En février 2018, le tribunal reconnaît la traite d'êtres humains dans un cadre de travail (jusqu'ici reconnue seulement dans le cadre de la prostitution et de l'esclavage domestique), une première dans ce type de dossier.

Ce premier combat rend plus probable une issue favorable du conflit en cours malgré la longueur des procédures de justice. La CGT, en totale adéquation avec ses objectifs d'organiser les travailleurs pour la lutte, y joue un rôle majeur.

Victoire des salariés de la Tôlerie Émaillerie Nantaise (TEN) de Saint Herblain (Loire-Atlantique)

Après trois semaines de grève de 95% des salariés de la production rejoints par des personnels des bureaux pour obtenir des augmentations de salaire et l'amélioration des conditions de travail.

Suite à l'expertise des comptes déclenchée par la CGT, les salariés ont découvert avec stupéfaction, une trésorerie d'environ 30 millions d'euros, des versements de dividendes aux actionnaires, les salaires n'augmentant que du fait de l'indexation obligatoire !!!

Après une lutte et une solidarité sans faille des salariés, la CGT TEN a obtenu :

*3% d'Augmentation générale pour les non-cadres et 1,5% pour les cadres

*Prime de fin de conflit pour tous de 1.280€ pour les non-cadres, 360€ pour les cadres,

*Augmentation de la prime de transport de 20%,

*L'engagement de la direction de la mise en place d'un plan de travail sur les thématiques "intérimaires, RPS, organisation du travail, management, ..." une première réunion aura lieu le 28 Avril sur les sujets RPS et climat de travail

*Le paiement de 3 jours de négociation à l'ensemble des grévistes sur leurs décomptes des jours de grève et l'étalement des retenues sur salaires au volontariat jusqu'à décembre.

*Des points tels que la reconnaissance d'accidents du travail ont aussi été réglés grâce à ce conflit.

Les salariés avec la CGT de l'entreprise et le soutien de l'USTM CGT 44 ont conduit une lutte remarquable.

Cette lutte est gagnante sur plusieurs aspects, la solidarité des salariés qui sont soudés, mais aussi du point de vue du renforcement de la CGT, 25 adhésions ont été réalisées. La direction est prévenue, les salariés accompagnés de la CGT ne se laisseront pas faire !

Luttes étudiantes anti-impérialistes

La semaine dernière a été le théâtre de nombreuses mobilisations contre la loi Yadan et la criminalisation des soutiens à la Palestine.

Le mardi 14 avril, à l'initiative des Comités Palestine, les campus de Science-Po Paris et de Paris 1 ont été occupés, en protestation contre la loi Yadan. Cette mobilisation, à laquelle a participé activement la FSE (Fédération Syndicale Étudiante), avait pour but de dénoncer cette loi, criminalisant la lutte anti-impérialiste et la critique de l'État colon d'Israël. A la Sorbonne, une centaine d'étudiants étaient présents dans le campus, tandis qu'un rassemblement de soutien s'est créé devant la FAC. Après 6 heures d'occupation, décrite comme une grande victoire par les participants, la police est venue violemment déloger les étudiants mobilisés, en les frappant, les fouillant et les prenant en photo. Plusieurs arrestations ont eu lieu au cours de la soirée, après une altercation à Jussieu entre des militants pro-palestiniens et le collectif sioniste UEJF.

Nous saluons cette lutte acharnée des étudiants en faveur de la libération de la Palestine, et dénonçons la répression grandissante qu'ils subissent.

Le lendemain, de nombreuses AG se sont tenues partout en France, organisées par les Comités Palestine de chaque université, afin de s'organiser contre la loi Yadan, et relancer la mobilisation pro-palestinienne.

Le jeudi 16 avril, un rassemblement avait lieu devant l'Assemblée Nationale, contre la loi Yadan. Parmi les différentes prises de parole, nous pouvons noter celles du Comité Palestine de Nanterre, de la FSE, de la Jeunesse Communiste et de la Ligue Anti-Impérialiste, ayant dénoncé fermement les attaques subies par les militants pro-palestiniens, tout en rappelant la nécessité de revendiquer une Palestine libre de la mer au Jourdain.

Seul un syndicalisme de lutte de classe paye !

Vendredi 17 avril, des étudiants de Paris-Cité syndiqués à la FSE se sont mobilisés de manière à obtenir un logement pour une étudiante se retrouvant à la rue. Après plusieurs heures à discuter avec la sécurité de la fac, les militants ont décidé d'occuper l'entrée, jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée pour l'étudiante. La combativité a fini par payer, puisque l'université a finalement accepté, sous la pression, de trouver un logement pour le week-end à l'étudiante. Cette victoire syndicale a pu être obtenue mais seulement par une lutte combative, et nous saluons la détermination des étudiants pour revendiquer leurs droits, face aux institutions universitaires bourgeoises.

Des pratiques patronales intolérables dans le 82

Dans le département du Tarn-et-Garonne, plusieurs situations récentes illustrent des pratiques patronales de plus en plus brutales, participant à la dégradation des conditions de travail et à la souffrance des salariés(es).

Chez ASR Propreté, les méthodes sont très révélatrices : mutation-sanction concernant une collègue, licenciement expéditif pour une autre sans possibilité de se défendre pour des salariées contestant et faisant valoir leurs droits et notamment concernant des heures non payées. Ces pratiques ne sont pas des cas isolés, mais bien

des outils utilisés pour faire taire, isoler et fragiliser les salariés(es). La direction entretient un climat de peur et d'injustice, celui-ci impacte tout le collectif de travail.

Aux Restos du Cœur, derrière l'engagement solidaire connu par chacun, les équipes font face à un manque de moyens, du matériel inadapté et détérioré, des problèmes discriminatoires, des conditions de travail usant physiquement et moralement des travailleurs en contrat d'insertion. Ces logiques gestionnaires et agressives mettent en difficulté l'ensemble des salariés(es). Face à ces attaques, la réponse doit être collective.

A l'approche du 1^{er} mai, journée internationale de lutte, la mobilisation est essentielle.

L'UD CGT du 82 appelle au rassemblement afin de défendre ce jour férié et chômé, et également pour défendre les droits et la dignité de ces salariés(es) qui souffrent dans leur condition de travail, c'est aussi refuser la banalisation de ces pratiques, mais le 1^{er} mai c'est aussi revendiquer notre attachement à la paix entre les peuples.

Syndicat CGT SEHOC (Sauvegarde de l'Enfance Haute-Occitanie)

Le 05 mai 2026, pour la SEHOC, c'est jour d'audience dans le cadre de la procédure en redressement judiciaire. A qui la Faute ? Un sous-financement structurel du secteur social ! Une double responsabilité Depuis des années, la Protection de l'enfance est fragilisée par des financements publics insuffisants. Le moindre déséquilibre devient explosif... Mais voilà... La SEHOC est rentrée dans une double logique, d'expansion et budgétaire ! Mais ces choix budgétaires internes ont aggravé la situation et posent les questions : des orientations stratégiques décidées par la gouvernance et des arbitrages budgétaires, opérés ces dernières années, de la gestion de la trésorerie et du pilotage financier, du manque d'information donné aux représentants(es) du personnel et surtout du peu de considération portée à leurs questions et alertes... Ce ne sont pas les professionnels(les) qui ont décidé : - des investissements et réorganisations - des priorités budgétaires - des stratégies de développement Et pourtant, ce sont elles et eux qui subissent : - la dégradation de fait des conditions de travail qu'induit une mise en redressement - l'angoisse quant à leur salaire - l'incertitude sur leur emploi - l'inquiétude pour les enfants et les familles L'audience du 05 mai ne doit pas servir : - à justifier un plan social - à entériner des suppressions de postes - à faire porter la responsabilité aux travailleurs. L'audience du 05 mai doit être l'occasion : - d'exiger des moyens à la hauteur des missions - d'imposer la transparence et un changement de gouvernance - de défendre l'outil de travail qu'est la SEHOC et chaque emploi On ne peut pas laisser s'effondrer un acteur majeur de notre secteur sans poser les vraies questions : celle du sous-financement public, celle des choix budgétaires internes et celle de la responsabilité de la gouvernance. Le syndicat CGT Sauvegarde de l'Enfance Haute-Occitanie et la CFE-CGC appellent l'ensemble des salariés(es) de la SEHOC à se mettre en grève et à se mobiliser : En grève et on se rassemble devant le Tribunal Judiciaire de Montauban (5 place du coq) Mardi 05 mai 2026, dès 13h30.

Stop à la privatisation des trains normands

Depuis des années, la SNCF subit des réorganisations permanentes, des suppressions d'emplois et la création de filiales de droit privé de manière de répondre à la mise en concurrence. Résultat ? « Onze suicides depuis le début de l'année ! ». Une souffrance au travail sans précédent, et une qualité de service se dégradant concernant les usagers.

En Normandie, la situation est particulièrement inquiétante : la Région a morcelé le réseau ferroviaire en 5 entités distinctes, ouvrant la porte à une gestion qui pourrait être éclatée entre différents opérateurs (RATP Dev, Transdev, ou la filiale privée de SNCF Voyageurs). Que deviendront nos lignes, nos tarifs, la régularité de nos trains ? Qui garantira la sécurité et la continuité du service public si chaque tronçon est géré par un acteur différent, soumis à la logique du profit ? Face à cette privatisation rampante, les syndicats (CGT, Sud-Rail, Unsa, CFDT) et les associations d'usagers ne baissent pas les bras. Des mobilisations s'inscrivent dans un mouvement national contre la casse de la SNCF, afin d'exiger :

*L'arrêt des suppressions d'emplois et des filialisations !

*Un moratoire sur la mise en concurrence !

*Des investissements massifs dans le rail public, pas dans les profits privés !

Débrayage aux Ateliers du goût à Offranville (Seine Maritime) : " On veut de vraies augmentations de salaire "

Les salariés des Ateliers du goût à Offranville (filiale du groupe Sysco (ex-Davigel) ont entamé une grève, jeudi 16 avril 2026, à l'initiative de la CGT. Une réunion cruciale est prévue la semaine prochaine, dans le cadre des négociations annuelles obligatoires. La CGT a posé ses revendications et affirmé : " Nous sommes en désaccord avec les propositions de la direction qui sont dérisoires, on veut de vraies augmentations de salaire " C'est ce que souligne Jérôme Levesque, délégué syndical CGT. Dans le cadre de ces négociations, la CGT exige : « Une augmentation générale de 80 €, une hausse de 1 € par jour pour les primes, et 25 % de majoration des heures de nuit contre 20 % aujourd'hui. »

La plus vieille fonderie d'Europe ne fermera pas grâce à la lutte de ses salariés

La décision est tombée ce mardi 14 avril, les fonderies Sougland sont sauvées à Saint-Michel dans l'Aisne. Le tribunal des activités économiques de Lyon a validé le projet de reprise de l'entreprise après le placement en redressement judiciaire le 9 décembre dernier. C'est un immense soulagement pour l'ensemble des salariés.

Le délégué CGT des Fonderies de Sougland, sur le site de Saint-Michel dans l'Aisne confie "*On est super heureux, ça a été cinq mois très dur donc on est soulagés*". Le délégué CGT et les salariés se félicitent de la décision du tribunal des activités économiques de Lyon ayant validé le projet de reprise de l'entreprise le mardi 14 avril 2026.

Cette fonderie a été fondée en 1543 sous François Ier, Sougland. C'est la plus vieille fonderie d'Europe. Une histoire de presque 500 ans a marqué durablement l'identité industrielle de la région. L'entreprise Sougland a pourtant failli disparaître lorsque le groupe ACI, qui l'avait racheté en janvier 2025, a été placé en redressement judiciaire en septembre dernier.

KenOne à St-Fons : la lutte continue

Dans une lettre ouverte adressée à Macron, la fédération CGT Chimie alerte sur la situation du fabricant de PVC basé à St-Fons et sur l'avenir de ses quelque 1.300 salariés. Le syndicat accuse le fonds d'investissement américain Apollo global management, propriétaire unique du groupe, de préparer son désengagement "après avoir profondément dégradé la situation financière de l'entreprise". L'endettement de Kem One est passé d'une dizaine de millions lors de la reprise à près de 700 millions aujourd'hui. En cause, l'utilisation d'un LBO (leveraged buy-out ; rachat par endettement) et des "choix purement financiers" qui auraient "vidé l'entreprise de sa capacité d'investissement" et placé le groupe "sous la coupe de créanciers spéculatifs". La CGT demande une rencontre rapide avec l'État pour "construire des solutions pérennes" et éviter "un gâchis industriel, social et territorial majeur". Au-delà de Kem One, toute la filière chimique française et les emplois associés seraient fragilisés.

Les salariés du centre d'appels Concentrix à Montceau-les-Mines en grève

Les salariés de Concentrix, entreprise française de centre d'appels, ont appris dans un mail envoyé par leur direction et ouvert lors de leur prise de poste, la valeur de la prime de participation pour l'année 2026, devant tomber en mai : 50 €. La goutte d'eau pour de nombreux salariés, ils attendaient bien plus et ont répondu à l'appel à la grève lancé par la CGT Concentrix de Montceau-les-Mines.

Lustucru (69) : mort pour le profit³

Un jeune salarié intérimaire d'une vingtaine d'année est mort au travail dans la nuit de vendredi à samedi dernier, happé par un laminoir à l'usine Lustucru Frais de Saint-Genis-Laval dans le Rhône. Il s'agit d'une des conséquences de la gestion imposée par le patronat aux travailleurs dans les usines agroalimentaires. Devant ce drame de l'exploitation capitaliste, nous tenons à exprimer nos pensées à la famille, aux proches et à ses collègues de travail.

CGT Somme : Bloquer les prix des carburants, augmenter les salaires

L'UD CGT de la Somme appelle le mardi 28 avril à 17h30 à un rassemblement devant la préfecture de la Somme, les mots d'ordre sont: "Bloquer les prix des carburants, augmenter les salaires"

" Guerres au Moyen-Orient, spéculation des grandes entreprises pétrolières, complicité du gouvernement avec ces entreprises dont les profits explosent : voilà les vraies raisons de la montée des prix du carburant. Elle n'est pas inévitable, c'est un choix politique du gouvernement et de ses alliés. Notre pouvoir d'achat continue de baisser à mesure que ces prix augmentent. Nous n'en pouvons plus, faisons le savoir ! Toutes et tous à la préfecture ! "

A Clermont-l'Hérault et à Lodève, l'hôpital public est au point de rupture !

La CGT a organisé un rassemblement inter hospitalier devant la sous-préfecture de Lodève le lundi 21 avril.

Beziers Montpellier : Aides à domicile : grève et manifestations pour réclamer de meilleurs salaires et des indemnités kilométriques plus élevées

Mardi 21 avril, les aides à domicile ont décidé de mettre en lumière leurs conditions de travail et de rémunérations, Deux rassemblements étaient organisés à l'appel de la CGT l'un à Béziers, l'autre à Montpellier, à chaque fois devant les bâtiments du Conseil départemental de l'Hérault, dont ils dépendent.

Le mouvement intervient dans un contexte de hausse des prix du carburant, liée à la guerre en Iran et aux perturbations autour du détroit d'Ormuz, axe stratégique pour l'acheminement du pétrole. Selon la CGT : "*La réalité du terrain, ce sont des salaires insuffisants, des frais de déplacement à 0,38 euro du kilomètre, des temps de déplacement non reconnus, des journées éclatées et épuisantes, un manque de respect et de reconnaissance*".

Grève chez Argedis

Les salariés de chez ARGEDIS, filiale de TotalEnergies en charge de la gestion des stations d'autoroute et de voies rapides, sont en grève aujourd'hui réclamant des compensations financières face à la hausse du prix des carburants. Ces salariés, payés à peine au-dessus du SMIC, souvent employés à temps partiel, sont à la limite de perdre de l'argent à chaque fois qu'ils viennent au travail, compte tenu de l'augmentation des prix des carburants. Des négociations à ce sujet ont eu lieu mais la direction d'ARGEDIS se contente de proposer des « mesurette », loin de répondre aux enjeux de dégradation des conditions de vie des salariés. Elle répond à la demande légitime des salariés par des primes ridicules, entre 15 et 40 euros par mois en fonction de la distance domicile/lieu de travail, et temporaires (pour 2 mois seulement !). La CGT d'ARGEDIS a refusé ce mépris, et a appelé les salariés à exprimer leur colère face à la position inadmissible de la direction d'ARGEDIS. Les salariés veulent vivre de leur travail : ils ne font pas la mendicité. Aller travailler ne doit pas coûter d'argent !

Raffineries : grève le 28 avril à l'appel de la FNIC-CGT

La Fédération Nationale des Industries Chimiques-CGT et les syndicats affiliés appellent à la grève le 28 avril et tiendra une conférence de presse à 11h00 devant la raffinerie TotalEnergies La Mède. A l'occasion de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, la Fédération nationale des industries chimiques FNIC-CGT appelle les salariés à la grève le 28 avril afin de dénoncer la dégradation continue des conditions de travail, la multiplication des accidents du travail et l'insuffisance des mesures de prévention.

Paris : victoire des salariés de Bien Chez Soi après 16 jours de grève reconductible

Après plusieurs semaines de mobilisation, la grève s'est achevée lundi avec la signature d'un accord. Celle-ci avait débuté le 2 avril. Plusieurs avancées concrètes ont été obtenues :

*L'harmonisation du paiement des salaires avec la mise en place d'une date unique pour tous dès septembre

*La mise en place de la subrogation à compter de janvier 2027

*La création d'un groupe de travail dédié à l'amélioration des conditions de travail

Succession de grèves dans les raffineries et les stations-services de TotalEnergies

Le 14 avril, des travailleurs des sites Total de la Mède, Grandpuits, Oudalle, et la plateforme Normandie étaient en grève exigeant un plafonnement des prix du carburants à 1,50 € par litre et des augmentations de salaire puis pour dénoncer les profits, record de 1 milliard de dollars rien que pour mars, du géant pétrolier.

Le 17 avril les travailleurs d'Argedis, filiale de TotalEnergies en charge du réseau de stations-services de la multinationale, ont fait grève à l'appel de la CGT dans plus de 200 stations-services.

Le syndicat revendique une hausse des salaires ainsi que leur indexation sur l'inflation.

Entre la hausse du prix à la pompe et l'augmentation des cadences dans un secteur où les conditions sont déjà éprouvantes, la « situation [est] intenable » pour les salariés, tant pour se déplacer que pour travailler, dénonce la CGT. Le budget carburant peut désormais représenter « jusqu'à 400 euros par mois pour un salaire net de 1.600 euros », soit une situation « financièrement intenable ». La CGT dénonce la dégradation brutale des conditions de vie et de travail des salariés de la filiale de Total, exige des investissements massifs dans la maintenance, la sécurité, des embauches et des augmentations de salaires.

Ces grèves montrent la voie à suivre. Ce ne sont pas aux travailleurs de payer la crise, mais à ceux profitant des guerres pour augmenter leur profit.

Media

Groupe Bolloré

Prisma : Fin mars, Prisma, groupe de presse qui édite, entre autre, Capital, Femme Actuelle, Géo, Voici... annonçait un plan visant à licencier près de 40 % des effectifs. C'est la troisième vague de licenciement depuis 2021 (date de la reprise par le groupe Bolloré). La direction invoque les difficultés (réelles) que connaît le secteur de la presse écrite pour justifier ce plan même si le groupe Prisma affichait un exercice encore bénéficiaire en 2025. Le 16 avril, les salariés se sont mis en grève et plus de 200 d'entre eux manifestaient afin de s'opposer à ce plan.

Grasset : Vincent Bolloré a limogé Olivier Nora, directeur des éditions Grasset, le remplaçant par un de ses hommes de main (Jean Christophe Thiery), à priori en raison de désaccords sur des stratégies éditoriales. En réaction à cette ingérence allant à l'encontre de toute notion d'indépendance éditoriale, 130 auteurs ont décidé de quitter la maison d'édition. Un mouvement inédit dans le monde de l'édition, n'est d'ailleurs pas sans poser certaines questions sur le plan juridique et la façon dont sont pensés les contrats entre auteurs et éditeurs.

Groupe Bernard Arnault (LVMH)

Challenge : La rédaction du magazine Challenge était en grève mardi 21 avril, jour de bouclage menaçant ainsi la parution du journal. La rédaction s'insurge contre le nouveau propriétaire (LVMH) dénonçant la charte d'indépendance qui permet aux journalistes de voter pour approuver ou non la nomination d'un directeur de publication.

Les syndicats de Chéreau, en Normandie, appellent à la grève générale

En avril, les employés de Chéreau s'étaient mobilisés à Ducey (Manche) après les négociations annuelles obligatoires. Les syndicats appellent désormais à la grève générale sur les deux sites manchois le 4 mai 2026. Les propositions de la direction étant jugées indécentes. Près de 150 personnes s'étaient rassemblées devant le site de Ducey pour faire entendre leur mécontentement. L'entreprise Chéreau est spécialisée dans la fabrication de camions « *Aucun résultat concret* ». La CGT appelle désormais à la grève générale le 4 mai 2026, à partir de 9 h devant l'usine de Ducey. *La direction de Chéreau lors des négociations annuelles obligatoires nous oppose une fin de non-recevoir. Aucun résultat concret, aucune augmentation générale. Face à ce mépris, une seule réponse : la grève, indique le syndicat.*

Dossiers Économie

L'hécatombe continue parmi les équipementiers automobiles en France

Le groupe Lisi⁴ a annoncé sa volonté de fermer son usine de Puiseux-Pontoise (Val d'Oise) et de délocaliser sa production hors de l'Hexagone⁵. De son côté, Valeo quant à lui, vend son usine de Saint-Quentin-Fallavier (Isère) au promoteur Prologis, spécialiste de l'immobilier logistique. Au total, 135 emplois sur les 153 actuels seront supprimés. Seuls 18 postes de commerciaux seront conservés et déplacés à Saint-Ouen-l'Aumône (Val d'Oise). La production sera reprise par d'autres sites, en Allemagne, au Maroc et en Hongrie.

10 millions de robots humanoïdes par an en 2035 : Une adoption massive aura lieu dans l'industrie

Selon le media *UsineDigitale*⁶, le cap du million de robots humanoïdes produits chaque année devrait être atteint en 2030 et celui des 10 millions en 2035. C'est ce que projette le cabinet Roland Berger. Les coûts d'exploitation de ces robots devraient en outre drastiquement baisser : moins de deux euros par heure. Une opportunité massive pour les industriels. Ce marché pourrait atteindre 300 millions de dollars (254 millions d'euros) d'ici à 2035, voire 750 milliards de dollars (636 millions d'euros) dans la projection la plus optimiste. Cette introduction massive de robots de type nouveau va contribuer à transformer profondément les processus de production et poser de nouvelles questions au sujet de la place et la nature du travail vivant avec entre autre, celle de la nature des rapports sociaux de production.

Dans les Hauts-de-France, la filière métallurgie craint une vague de licenciements

Réunis le jeudi 16 avril 2026, à Valenciennes (Nord), des représentants CGT de la filière métallurgie des Hauts-de-France souhaitent interpeller dirigeants et politiques face à une situation qu'ils estiment "catastrophique". Ils craignent notamment d'autres plans de licenciement dans leur filière.

XV^{ème} plan quinquennal chinois

L'Europe doit-elle avoir peur du nouveau plan quinquennal chinois ? Tel est la question que se pose l'Institut Montaigne analysant le problème. Selon l'Institut, dans ce plan, la Chine se donne notamment certains objectifs de transition énergétique, qui, selon l'Institut Montaigne s'inscrit dans un but de travailler sur sa « dominance dans les technologies propres et à renforcer sa compétitivité industrielle », tout en gardant le charbon comme filet de sécurité énergétique.

Le plan touche aussi à la question du marché intérieur, considéré comme encore trop faible en termes de demande. Le but étant de ne pas se concentrer uniquement sur les exportations afin de faire tourner l'économie, au vu de la situation internationale incertaine.

Malgré tout, les exportations restent d'une grande importance pour le pays, selon le plan. La Chine continue de faire une concurrence trop importante à l'Union européenne en terme industrielle, là est l'inquiétude est donc que

Des législations ont été passées par l'UE en vue de tenter « *d'élaborer un cadre de politique industrielle* » dans le but de faire face à la Chine (Legislation Net Zero au sujet des technologies propres,...). Celles-ci semblent malgré tout ne pas faire le poids face aux capacités chinoises.

Selon l'Institut Montaigne l'Union Européenne doit donc tenter de réguler en partie son marché pour renforcer son industrie et empêcher une prééminence chinoise.

Si l'analyse de l'Institut Montaigne s'arrête au caractère factuel des relations économiques Chine-UE, elle laisse de côté la question centrale de la dynamique d'accumulation du capital en Chine et ses conséquences sur la nature

extravertie de ses stratégies économique et commerciale tournées vers l'exportation de marchandises et de capitaux, puis sur la construction d'un ensemble de voies de communications structurantes autour des "routes de la soie" ajouté à sa volonté de construire un ordre mondial lui assurant la pérennité de son modèle. Sur ces questions, il est possible d'écouter la conférence⁷ de B. Bürbaumer donnée récemment au Centre Universitaire d'Études marxistes.

Investissement dans la R&D : La Chine et les États-Unis creusent l'écart avec les autres pays de l'OCDE en 2024

Selon l'AEF¹ : "Les États Unis et la Chine ont consolidé leur position d'économies mondiales les plus importantes en termes de dépenses en R&D", indique une étude de l'OCDE publiée le 31 mars 2026. Chacun de ces pays a en effet franchi le cap des 1 000 milliards de dollars investis dans la R&D (852,7 Md€)" cette année là, souligne l'étude. Au niveau global, "les investissements en R&D dans l'ensemble de la zone OCDE ont connu une croissance stable en 2024, accompagnée d'un resserrement des crédits publics consacrés à la R&D et d'une importance croissante accordée à la défense", précise l'OCDE.

"Les États Unis et la République populaire de Chine ont consolidé leur position d'économies mondiales les plus importantes en termes de dépenses de R&D, creusant l'écart avec les autres pays de l'OCDE", indique une étude statistique concernant les dépenses de R&D publiée le 31 mars 2026 par l'Organisation de coopération et de développement économiques. Dans sa publication, l'OCDE dresse des comparaisons quant aux investissements effectués en recherche et développement expérimental dans l'ensemble des pays de l'OCDE et les grandes économies mondiales hors OCDE, en pondérant les résultats en fonction de différents indicateurs, tel le taux de change, l'inflation et la notion de parité de pouvoir d'achat.

Concernant la Chine, ne faisant pas partie de l'OCDE et les États Unis, pays adhérent, l'étude précise ainsi que "les comparaisons des dépenses de R&D tenant compte des différences en termes de parité de pouvoir d'achat indiquent que la dépense en recherche et développement expérimental de la Chine a rattrapé, voire dépassé, celle des États Unis en 2024, atteignant 860 milliards de dollars aux prix de 2020, l'année de référence pour les comptes nationaux. Cela implique qu'exprimés aux prix de 2024, la Chine et les États Unis ont tous deux franchi le cap des 1 000 milliards de dollars" d'investissement en R&D (852,7 Md€)", indique l'OCDE. Par ailleurs, "les comparaisons entre les États Unis et la Chine en termes ajustés par les taux de change indiquent que la R&D de la Chine représentait environ 50 % de celle des États Unis en 2024, contre 44 % en 2014 et 8 % en 2004".

Une croissance des investissements dans les pays de l'OCDE stable

Au delà de ces deux puissances économiques, les dernières estimations de l'OCDE suggèrent que les dépenses mondiales de R&D pourraient avoir atteint 3 800 Md\$ (3 240 Md€) en 2024. "Les pays de l'OCDE représentent près des deux tiers de ce montant (2 300 Md\$, soit 1 961 Md€), dont 1 000 Md pour les États Unis (852,7 Md€), 600 Md pour l'Union européenne (511 Md€), et 700 Md (596 Md€) pour les autres économies de l'OCDE. Selon les dernières estimations disponibles de l'OCDE pour 2024 et de l'Unesco (projections à partir de 2023), les économies non membres de l'OCDE autres que la Chine, comme le Brésil et l'Inde, représenteraient quant à elles environ 400 milliards de dollars (341 Md€).

Par ailleurs, la croissance des dépenses en R&D, corrigée de l'inflation, s'est maintenue à 2,6 % dans la zone OCDE en 2024, inchangée par rapport à 2023. Les dépenses de R&D aux États Unis ont quant à elles augmenté de 3,4 %, tandis que la croissance dans l'Union européenne s'est établie à 0,4 %. L'Allemagne, sa première économie, a enregistré un recul de 0,4 %. En revanche, le Japon, la Corée et la Turquie ont affiché des taux de croissance supérieurs à 5 %.

Les entreprises, premier contributeur des dépenses en R&D

En 2024, le secteur des entreprises est resté le principal contributeur des dépenses de R&D de l'OCDE, représentant 73 % de la dépense intérieure de recherche et développement expérimental totale, en hausse par rapport aux 67 % enregistrés en 2010, mais inchangé depuis 2023. Bien que les dépenses de R&D des organismes gouvernementaux aient récemment progressé de plus de 3 %, cette hausse n'a pas suffi à inverser leur déclin relatif à long terme. La croissance des dépenses de R&D dans l'enseignement supérieur, quant à elle s'est établie à près de 2 % en 2024.

Une réorientation du financement public vers la défense

Autre point souligné par le rapport de l'OCDE : "les données révisées sur les crédits budgétaires publics pour la R&D dans la zone OCDE font état d'un recul en termes réels plus important qu'anticipé, de 4,1 % en 2024, après une hausse de 0,7 % en 2023". Les données par objectif socio économique de ces crédits révèlent également "des réductions dans la plupart des catégories en 2024" à l'exception de la défense (+1,2 %) et du soutien via les fonds généraux des universités (+2,1 %). Les crédits publics de R&D consacrés à la défense ont particulièrement crû au sein de l'UE des 27 (+11,5 %) ainsi qu'au Japon (+17,9 %). Quant aux crédits liés à l'énergie et à l'environnement, ils ont reculé de 8 % après une croissance significative les années précédentes

Après les Transports Ziegler, c'est au tour de Sogran de chuter : 120 salariés perdent leur emploi

Le transporteur de marchandises Sogran, installé à Saint-Jean-Bonnefonds, a été placé en liquidation judiciaire. Une des dernières grandes entreprises indépendantes ligériennes du transport, à mettre la clé sous la porte. Le Tribunal de commerce a acté sa liquidation judiciaire voici quelques jours. Créée en 1984 et reprise en 2011 par Jean-Pierre Grangeon (président départemental de la Fédération nationale des transporteurs routiers), l'entreprise était spécialisée dans le stockage de marchandises et le transport-relais au niveau national.

Fermetures de Centres médicaux à Paris

Le groupe SoMed Santé a fermé deux centres de santé dans le 2ème et 14ème arrondissements de Paris. Placé en liquidation judiciaire, le tribunal

des activités économiques de Nanterre révèle une dette fiscale énorme à sept chiffres. Pourtant le groupe détient un monopole sur les logiciels de facturations, sur la comptabilité et les historiques de soins des patients.

La cessation de leurs activités a un impact, l'offre de soins et les emplois administratif et médicaux se retrouvent dans une situation de grande précarité: des salaires impayés, des prélèvements continuant, sommes avancées pour des soins qui n'auront pas lieu et des cotisations de mutuelles ou de retraite encore en prélèvement.

Nous assistons à la poursuite d'une marchandisation de la santé s'opérant depuis plusieurs années dans un secteur délaissé par le gouvernement et les pouvoirs publics. Ces groupes ont pour seul objectif la rentabilité et ils ne se soucient pas de la disparition de l'offre de soins dans une zone où la densité de la population est très importante.

Solidarité internationaliste

Ires en Irlande

Malgré les mesures annoncées en mars par le gouvernement irlandais (centre droit) de 250 millions d'euros (en particulier réduction des droits d'accise sur le carburant), une vague de protestation, préparée en amont au travers desdits réseaux sociaux, a démarré dès le début du mois d'avril, période de vacances scolaires, avec des blocages de route (agriculteurs, transporteurs routiers, chauffeurs de taxi).

Les représentants institutionnels de ces professions (association des agriculteurs et association des transporteurs routiers) ont gardé leur distance avec ce mouvement et sont entrés en négociation avec le gouvernement, exigeant l'arrêt du mouvement avant toute mise en application des décisions négociées (dispositifs de versement direct aux entreprises touchées par la hausse des prix du carburant, annonces du 12 avril). Le paquet de mesures représente 500 millions d'€.

Le Premier ministre Micheál I Martin a écrit à la Commission européenne pour demander une dérogation aux règles budgétaires européennes afin de mettre en œuvre les dispositifs envisagés. Les mesures prises ne dérogent pas aux règles de l'Union européenne tant qu'elles sont ciblées et limitées dans le temps. La Commission européenne n'a pas encore formalisé de réponse. La crainte d'une « contagion » de mesures jugées laxistes dans l'Union européenne mais aussi la nécessité de l'apaisement des tensions sociales, expliquent sans doute la prudence des autorités européennes qui travaillent sur un nouveau paquet européen pour faire face au contexte actuel.

L'Irish Congress of Trade Unions (ICTU – 600 000 adhérents pour 2,8 millions de salariés) est plutôt ulcéré par les événements. Son secrétaire général résume ce (re)sentiment par une simple parole : « *Nous avons 600 000 membres demandant : où est le paquet pour nous.* »

Il explique : « *Le gouvernement ne peut pas expliquer d'un côté qu'il n'y a pas d'argent pour les travailleurs et de l'autre mobiliser des centaines de millions pour d'autres secteurs.* »

L'ICTU estime publiquement que des mouvements de grève des travailleurs salariés deviennent probables voire inévitables. Dans le secteur public, le pacte salarial (accord pluriannuel 2024-2026) prend fin en juin et, étant donné que le gouvernement vient de lâcher 750 millions d'€, les exigences syndicales seront plus fortes. Dans le privé, les négociations salariales auront lieu en novembre.

Lors de la réunion annuelle du Labour Employer Economic Forum (instance de négociation sociale réunissant gouvernement, syndicats des travailleurs et patronat, il s'agit d'une grande conférence sociale institutionnalisée), les syndicats ont déjà posé des revendications de mesures immédiates pour contrer l'augmentation du coût de la vie (paquet spécifique pour les salariés), révision des tranches d'impôts, baisse temporaire de la TVA, baisse des prix des transports publics, promotion du télétravail.

Actuellement, dans un cadre de rapports socioprofessionnels très institutionnalisés, l'ICTU ne brandit qu'une menace de mouvements de grève. L'ICTU estime pourtant explicitement que la paix sociale a été « prise pour acquise à tort » par le gouvernement.

Parti communiste du Venezuela : 216 ans après le 19 avril 1810, le Venezuela est sous la tutelle de l'impérialisme américain

" Il semble que la Providence ait voulu que les États-Unis accablent l'Amérique de famine et de misère au nom de la liberté."

Simón

Bolívar

Le Bureau politique du Comité central du Parti communiste du Venezuela, élu lors de son XVI^e Congrès national, tenu à Caracas en novembre 2022, dénonce et condamne la situation de tutelle impérialiste dans laquelle se trouve le Venezuela, 216 ans après le 19 avril 1810. Le 3 janvier 2026, la botte étrangère a foulé aux pieds les actes héroïques de nos libérateurs. Une attaque militaire américaine a violé notre souveraineté, causé des centaines de morts et entraîné l'enlèvement du président illégitime, Nicolás Maduro Moros, et de son épouse, la députée Cilia Flores. Le même jour, Delcy Eloina Rodríguez Gómez s'est emparée du rôle de présidente par intérim. Le 7 mars, l'agresseur, l'administration de Donald Trump, a non seulement justifié son intervention, mais également nommé Rodríguez Gómez présidente du Venezuela, achevant ainsi la prise de pouvoir et dépouillant les institutions officielles de tout pouvoir réel sous prétexte de stabilité et de prospérité.

Le 3 janvier 2026, les événements du 19 avril 1810, lorsque des propriétaires terriens fortunés (connus sous le nom de « mantuanos ») s'étaient opposés à la tentative du capitaine général Vicente Emparan de reconnaître une régence française après la capture de Ferdinand VII par Napoléon Bonaparte, ne se sont pas reproduits. Cette action a conduit à la formation de la Junte suprême de Caracas, qui a défendu les droits de Ferdinand VII. Dès lors, le 19 avril 1810, de profondes contradictions ont surgi entre les propriétaires terriens conservateurs et les patriotes, aboutissant à la signature de la Déclaration d'indépendance le 5 juillet 1811. Cette déclaration a déclenché une guerre qui a duré un peu plus d'une décennie, atteignant finalement son objectif : la libération du joug de l'Empire espagnol.

Aujourd'hui, 216 ans plus tard, l'impérialisme américain est parvenu à nous priver de notre statut de nation souveraine et à transformer la République bolivarienne du Venezuela en un État sous tutelle. Il n'a fallu que 15 minutes au gouvernement dirigé par le PSUV pour commencer à abandonner notre souveraineté, perpétrant ainsi la plus vile et la plus méprisable trahison du peuple travailleur des villes et des campagnes vénézuéliennes au profit du gouvernement impérialiste américain.

Le Parti communiste du Venezuela réitère son rejet et sa condamnation de l'intervention armée de l'impérialisme américain dans notre pays, et condamne également l'attitude soumise de l'équipe dirigeante et des dirigeants du PSUV qui, en acceptant le nouveau statut de tutelle imposé par la puissance agresseuse, ont abandonné nos précieuses ressources énergétiques et minières. Ceci a été rendu possible par des lois anticonstitutionnelles, telle que la loi anti-blocus – qui leur permet d'échapper à toute responsabilité –, la loi sur les hydrocarbures et la loi minière, qui livrent de facto l'exploitation pétrolière et minière aux entreprises américaines. Tout cela en prétendant cyniquement, sous prétexte du blocus et maintenant d'aujourd'hui, entretenir des relations de respect et d'égalité souveraine entre l'État impérialiste agresseur et la République bolivarienne du Venezuela, désormais sous sa tutelle.

Le Parti communiste du Venezuela dénonce également le caractère répressif du gouvernement tutélaire, qui s'attaque à la classe ouvrière lorsqu'elle manifeste pacifiquement ses droits. L'objectif est de les réduire au silence afin d'empêcher le mécontentement populaire de dégénérer en conflits sociaux qui, selon les allégations du président américain Donald Trump, pourraient « faire fuir » les investissements prévus dans le secteur pétrolier. Tel est le système de vassalité qui gouverne aujourd'hui le Venezuela. Pour le capital monopolistique international, la stabilité politique et la sécurité juridique sont fondamentales à tout type d'investissement, et plus encore à l'heure où la guerre d'agression menée par les États-Unis et Israël contre la République islamique d'Iran a atteint un tel niveau que l'Iran a pris le contrôle du détroit d'Ormuz – par lequel transite environ 20 % du pétrole mondial – faisant du Venezuela une cible militaire stratégique, compte tenu de ses importantes réserves pétrolières mondiales.

Le Parti communiste du Venezuela, XVI^e Congrès, exige une fois de plus du gouvernement fantoche : La fin de la répression contre les travailleurs luttant pacifiquement pour leurs droits. La fin de la capitulation du Venezuela face à l'État impérialiste des États-Unis. La libération intégrale de tous les travailleurs et la fin des mesures alternatives à l'encontre des personnes libérées de prison mais ne jouissant pas de la pleine liberté. La mise en œuvre d'une politique salariale fondée sur l'article 91 de la Constitution. Le droit de manifester, la liberté d'expression, le rétablissement de la légalité des partis politiques – notamment du Parti communiste du Venezuela (PCV), usurpé par fraude judiciaire –, la liberté d'association et le droit des travailleurs à s'organiser de manière autonome, indépendamment de l'État et du patronat. Nous réaffirmons la nécessité d'une solution populaire, démocratique, souveraine et patriotique à la tutelle impérialiste et à l'existence d'un gouvernement illégitime et illégal, solution qui doit s'appuyer sur la pleine force

de la Constitution, actuellement bafouée.
Pour le recouvrement de la souveraineté nationale et populaire !
Non à la tutelle impérialiste, non à la continuation du régime autoritaire !

Au Portugal : grève contre un projet de réforme de flexibilité du temps de travail, licenciement simplifié.

Depuis des mois, le gouvernement du Premier ministre Luis Montenegro fait face à une mobilisation nationale touchant les écoles et les hôpitaux contestant la réforme du Code du travail. Écoles, hôpitaux et autres services publics ont été perturbés vendredi au Portugal par une grève des fonctionnaires protestant contre un projet de réforme du Code du travail défendu par le gouvernement minoritaire de centre droit. La journée de mobilisation menée par la principale confédération syndicale, la CGTP a été marquée par une manifestation de dizaines de milliers de personnes vendredi après-midi dans le centre de Lisbonne, sous le slogan : « A bas la réforme du travail ». Depuis des mois, le gouvernement du Premier ministre Luis Montenegro négocie le soutien de l'autre confédération syndicale, l'UGT, plus modérée, mais sans succès. « Nous sommes encore loin d'un accord », a indiqué jeudi soir le responsable de l'UGT. Pour sa part le dirigeant de la CGTP déclaré : « Les mesures phares que le gouvernement avait inscrites au projet initial sont toutes toujours là », estimant que cette réforme provoquerait « une dégradation des conditions de vie de ceux qui travaillent ». La ministre Maria do Rosario Palma Ramalho réaffirme l'intention de l'exécutif de soumettre son projet au Parlement, elle ne dispose pas d'une majorité absolue et devrait donc tenter d'obtenir le soutien soit de l'opposition socialiste, soit du parti d'extrême droite Chega, principale force d'opposition, a indiqué qu'il pourrait soutenir le texte. : comme en France le capital a toujours plusieurs fers au feu afin de parvenir à ses fins. En juillet dernier, le Premier ministre avait dévoilé son avant-projet visant à simplifier les procédures de licenciement, accorder plus de flexibilité aux entreprises pour organiser le temps de travail ou encore élargir le service minimum en cas de grève. Afin de s'opposer à cette réforme, les deux confédérations syndicales avaient organisé ensemble une grève générale en décembre, une première en douze ans.

La Réunion : Grève dans les cliniques privées : le mouvement pourrait s'étendre aux hôpitaux publics

Le communiqué de l'intersyndicale – Mouvement social santé
Dans le cadre du mouvement de grève en cours dans les cliniques privées, l'intersyndicale constate qu'à ce jour, aucune réponse concrète n'a été apportée aux revendications des salariés. L'intersyndicale demande le cessement immédiat de toute pression exercée sur les personnels dans le cadre de ce mouvement. La réquisition, rappelle-t-elle ne peut être décidée que par la Préfecture, en lien avec l'ARS. Si aucune réponse n'est apportée d'ici le lundi 20 avril, l'intersyndicale appelle à un élargissement du mouvement. Les personnels des hôpitaux publics : - CHU Nord - CHU Sud - CHOR - GHER déposeront un préavis de grève dès mardi 21 avril. L'intersyndicale appelle à une réaction rapide des employeurs et des autorités face à la situation.

Solidarité avec Cuba

Des mouvements internationaux, des dirigeants mondiaux, des gouvernements, des militants, des intellectuels et d'autres personnalités et institutions dénoncent l'escalade des attaques de Washington contre Cuba.

Grèce

Le Comité central du Parti communiste de Grèce salue un anniversaire :

En avril 1961, le peuple cubain armé, sous la direction de Fidel Castro, a repoussé la tentative de débarquement des forces mercenaires américaines, infligeant une défaite humiliante à l'impérialisme nord-américain. Les révolutionnaires, menés par les communistes, ont apporté une réponse décisive aux plans impérialistes, mettant un terme aux manœuvres contre-révolutionnaires des États-Unis, brisant le mythe de l'omnipotence de la superpuissance impérialiste et insufflant l'espoir aux peuples du monde. » Les impérialistes poursuivent « leurs efforts pour étouffer le peuple cubain et sa Révolution. Les travailleurs et le peuple grecs sont « solidaires de Cuba. Par des manifestations de masse et d'autres initiatives de solidarité, ils exigent la levée immédiate du blocus criminel et de toutes les sanctions inacceptables, ainsi que le retrait de Cuba de la liste honteuse des « États soutenant le terrorisme ». Lâchez Cuba ! Cuba n'est pas, et n'a jamais été, seule !

Chine

L'ambassade de Cuba en Chine a accueilli un échange culturel entre des enfants cubains et chinois témoignant du soutien international à Cuba face aux menaces des États-Unis. Cette rencontre a mis en lumière les liens historiques unissant les deux peuples. L'ambassadeur de Cuba en Chine a souligné l'existence d'un consensus international sur le fait que Cuba « défend un bastion important de souveraineté, d'indépendance et de dignité ». Gabriel Chan, membre du Comité central de la Ligue de la jeunesse communiste de Chine, a réaffirmé le soutien de son organisation à la « juste lutte du peuple cubain contre l'impérialisme et l'hégémonie ».

Le chercheur argentin Emiliano López a estimé que soutenir Cuba dans le contexte actuel constitue « une preuve d'humanité ». L'île a offert au monde « une vision humaine de simplicité révolutionnaire et de solidarité ». La Brésilienne Carolina Igomie a insisté sur l'importance de l'internationalisme exprimant son souhait de continuer à soutenir la résistance du peuple cubain.

Italie

*L'ANAIC (Association nationale d'amitié Italie-Cuba) a lancé un appel à une marche nationale en soutien à Cuba et contre le renforcement du blocus américain, le 11 avril à Rome se sont rassemblées plus de 10.000 personnes.

*La Confédération générale italienne du travail (CGIL), l'Association nationale des partisans italiens (ANA) et l'Association culturelle pour la promotion sociale (ARCI) ont co-organisé une campagne visant à soutenir le réseau électrique cubain : « Énergie pour la vie »

*Rome, envoi d'un deuxième convoi de soutien à Cuba, Cette nouvelle initiative de solidarité d'une centaine d'organisations a pour objectif de poursuivre les actions visant à « briser le blocus américain et à rétablir, au moins partiellement, la solidarité que Cuba a toujours offerte au monde, démontrant encore aujourd'hui qu'elle constitue une alternative nécessaire à un système mondial marqué par la barbarie »...« Nous transportons des médicaments et des fonds collectés ces derniers mois, réaffirmant que Cuba n'est pas seule et qu'elle continuera de bénéficier de notre soutien face à l'impérialisme le plus violent, qui cherche à l'asservir ».

Inde

Cuba et l'Inde renforcent leur coopération dans la production de riz et d'autres secteurs stratégiques afin de réaliser des progrès dans des domaines d'intérêt dans la biotechnologie, l'industrie pharmaceutique, la santé, le secteur sucrier et les technologies de l'information et de la communication.

Brésil, Mexique, Espagne

Les gouvernements du Brésil, du Mexique et de l'Espagne ont publié une déclaration commune appelant au « respect du droit international et des principes d'intégrité territoriale et d'égalité souveraine à l'égard de Cuba ». Ces pays expriment leur « immense préoccupation face à la grave crise humanitaire que traverse le peuple cubain et demandent instamment que les mesures nécessaires soient prises pour améliorer cette situation et que toute action susceptible d'aggraver les conditions de vie de la population ou d'être contraire au droit international soit évitée »...« Nous sommes déterminés à renforcer notre réponse coordonnée afin d'alléger les souffrances du peuple cubain », ont-ils déclaré.

Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva insiste sur la nécessité de « mettre fin à ce blocus contre Cuba et de permettre aux Cubains de vivre leur vie. Nous ne pouvons rester silencieux face à cela ». La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum rejette une intervention militaire contre Cuba « Aujourd'hui encore, lorsque nous parlons de cette petite île des Caraïbes, nous croyons qu'aucune nation n'est petite, mais au contraire grande et stoïque lorsqu'elle défend sa souveraineté et le droit à une vie pleine et entière ».

1 https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/pole_position/62141

2 <https://fr.wikipedia.org/wiki/Sparring-partner>

3 <https://fnaf-cgt.fr/2026/04/21/lustucru-frais-69-mort-pour-le-profit/>

4 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Lisi_\(entreprise\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Lisi_(entreprise))

5 <https://www.usinenouvelle.com/auto/equipementiers/auto-lisi-delocalise-son-usine-hors-de-lhexagone-valeo-vend-a-un-specialiste-de-limmobilier-logistique.XXZJW4GRW5MIHNKBLGKVPOP2IM.html?shem=dsdf%2Csharefoc%2Cagadiscoversdl%2C%2Csh%2F%2Fdiscover%2Fm1%2F4>

6 <https://www.usine-digitale.fr/intelligence-artificielle/robotique/10-millions-de-robots-humanoides-par-an-en-2035-une-adoption-massive-va-voir-lieu-dans-lindustrie-dapres-roland-berger.BGH4WM22DRDLHKLLD63EKUAEAM.html>

7 https://www.cuem.info/?page_id=1549

8 <https://www.aefinfo.fr/>

Brochure :

" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :
Adresse :
Nombre de brochures :
Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

*Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource
que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.
Nous savons que nous pouvons compter sur vous.*

[© Copyright](#)